

Le bonheur est-il dans la décroissance ?

Christophe Caresche
Géraud Guibert
Diane Szynkier

Le bonheur est-il dans la décroissance ?

Christophe Caresche
Géraud Guibert
Diane Szynkier

AVERTISSEMENT

La mission de la Fondation Jean-Jaurès est de faire vivre le débat public et de concourir ainsi à la rénovation de la pensée socialiste. Elle publie donc les analyses et les propositions dont l'intérêt du thème, l'originalité de la problématique ou la qualité de l'argumentation contribuent à atteindre cet objectif, sans pour autant nécessairement reprendre à son compte chacune d'entre elles.

SOMMAIRE

Introduction	5
Une contestation légitime de la croissance	11
Pas de croissance indéfinie dans un monde fini	12
La croissance régressive	16
La critique de la société de consommation	18
Les limites de la toute-puissance de l'homme	22
La critique des indicateurs de la croissance	24
Les ambiguïtés de la décroissance	27
La définition politique de la décroissance	27
La stratégie du changement	30
La notion de progrès	34
La place de la science et de l'innovation	38
La question démographique	42
Pour une vraie synthèse entre le social et l'écologie	49
Quelle rupture ?	50
Une autre mesure de la croissance	53
La réduction des inégalités et ses modalités	56
Rompre avec le tout-consommation	60
La nouvelle économie : espace, temps, usage	62
La politique à l'égard des biens publics	67
<i>Pour en savoir plus</i>	71

Christophe Caresche est député de Paris et membre du Conseil national du Parti socialiste.

Géraud Guibert est conseiller municipal du Mans et membre du Conseil national du Parti socialiste. Il est l'auteur de *Tous écolos... et alors ?* (Lignes de Repères, 2010).

Diane Szykier est polytechnicienne, experte associée à la Fondation Jean-Jaurès sur les questions d'environnement.

INTRODUCTION

Terme provocateur, assumé comme tel par ses partisans, la décroissance a émergé dans le débat public comme un objet sulfureux.

La droite s'en est saisie pour en faire un repoussoir et opposer les tenants d'une écologie qui serait « responsable » à ceux qui défendraient une écologie « radicale », dans la ligne des travaux de dénonciation de « l'écologie profonde », initiés notamment par Luc Ferry¹. Nul doute que les promoteurs de la décroissance auront ressenti une forme d'hommage lorsque le président de la République lui-même a utilisé le terme, même si c'était avec l'intention de les stigmatiser².

1. Luc Ferry, *Le nouvel ordre écologique*, Grasset, 1992.

2. Discours du 28 novembre 2009 devant l'UMP à Aubervilliers.

La gauche, tout comme de nombreux responsables d'Europe Ecologie-les Verts, se méfie de cette notion qui heurte ses conceptions à des titres divers. Elle redoute en particulier son instrumentalisation dans un débat politique malheureusement de plus en plus caricatural, laissant à penser qu'elle pourrait abandonner l'idée de progrès. L'intérêt témoigné par des socialistes à la décroissance peut ainsi sembler une prise de risque, celui d'engendrer une certaine incompréhension. Pourtant, l'exercice nous semble devoir être mené.

Les interrogations sur la croissance ne sont pas nouvelles. On connaît l'importance du rapport du Club de Rome du début des années 1970 dans l'émergence d'une prise de conscience de l'état de la planète. La crise environnementale, sous ses multiples formes (épuisement des hydrocarbures, changements climatiques avec probablement les premières conséquences en matière de catastrophes naturelles, conflits pour l'eau, impact des pollutions en particulier sur la santé humaine, prélèvements massifs de ressources naturelles non renouvelables et

dégradation de la biodiversité), conduit à s'interroger sur un projet de société différent, plus soutenable et plus responsable.

La crise, brutale et profonde, a ébranlé la croyance en un système économique pouvant automatiquement être mis au service de la société. Depuis la fin des Trente Glorieuses, période de croissance économique exceptionnelle, le rythme moyen de la croissance s'est ralenti dans les pays occidentaux, et en particulier en Europe, malgré le volontarisme sans cesse répété de la plupart des responsables politiques. Le décalage entre la référence mythique, « la solution, c'est la croissance », et l'impuissance relative à agir pour en accroître le taux contribue à menacer l'idée même de progrès.

Dans tous les débats, s'affirme la nécessité d'un nouveau sens pour un projet de société, d'un nouveau système de références pour vivre ensemble, différent des critères habituels du gain monétaire et de la productivité la plus forte possible. La gauche se doit ainsi de réaliser une

critique approfondie et raisonnée de dogmes trop longtemps considérés par certains comme des vérités révélées et des solutions à tous les problèmes, dont la croissance est l'un des plus emblématiques.

Ce questionnement fait partie des nouvelles attentes d'une partie importante des électeurs de gauche, comme le remarque François Miquet-Marty dans un essai récent de la Fondation Jean-Jaurès³ : « L'anti-consumérisme devient, sous différents visages, un levier de fédération de plusieurs galaxies de la gauche ». Ce point de vue, qui était jusqu'à présent l'apanage des mouvements d'inspiration marxiste, s'est diffusé très largement. La critique raisonnée de la société de consommation et de ses finalités peut devenir, à certaines conditions, un ciment mobilisateur pour la gauche, et participer au nécessaire « décloisonnement conceptuel » des forces qui la composent.

Levons immédiatement une ambiguïté, au cœur des incompréhensions. La décroissance est autant un mot

3. *La guerre des gauches n'aura pas lieu*, François Miquet-Marty, Fondation Jean-Jaurès, juin 2010.

d'ordre qu'un concept. « Mot obus », selon l'expression de Paul Ariès, sa première vocation est de provoquer des questionnements et des débats⁴. Les nombreux points de désaccord qui opposent entre eux les tenants de la décroissance montrent bien qu'elle est tout sauf un autre modèle économique⁵ ou une « alternative concrète »⁶ : mais le terme vise au « scandale » politique considéré comme nécessaire pour sortir d'un économisme envahissant.

Nous estimons pour notre part qu'il ne s'agit donc pas d'être pour ou contre la décroissance, question à laquelle certains, à droite mais aussi à gauche, nous pressent pourtant de répondre. Dans le terme « décroissance », le préfixe « dé- » est à prendre au sens d'un détachement, d'un éloignement, d'une indépendance, notamment par

4. « Notre fonction, c'est d'être des empêcheurs de développer en rond », Paul Ariès, interview à *Rue89*, 18 septembre 2010.

5. Denis Bayon, Fabrice Flipo et François Schneider (*La Décroissance. 10 questions pour comprendre et en débattre*, La Découverte, 2010) considèrent que la décroissance « n'est pas une théorie complète qu'il n'y aurait qu'à s'approprier pour tout comprendre ». « Elle n'est pas la solution à tout, elle est un questionnement adressé à toute recherche d'alternative à la déliquescence contemporaine. »

6. « En tant que telle, la décroissance n'est pas vraiment une alternative concrète, c'est bien plutôt la matrice autorisant un foisonnement d'alternatives », Serge Latouche, *Le Monde diplomatique*, novembre 2004.

rapport à la logique générale de prédation excessive de la planète, davantage que comme la simple diminution de la richesse produite.

Notre propos ici n'est pas de dresser un inventaire critique exhaustif de la pensée et des pratiques de ceux qui se réclament de la décroissance. A cet égard, certaines thèses s'inspirant de l'écologie profonde et d'une prétendue loi naturelle mènent à des débats parfois régressifs, par exemple quant au statut des femmes, et sont bien entendu inacceptables pour les progressistes que nous sommes.

Notre projet est de souligner dans les questionnements portés par la décroissance, au-delà du terme lui-même, ceux que nous considérons comme pertinents et qui interpellent aussi bien l'écologie politique dans son ensemble que la gauche.

UNE CONTESTATION LÉGITIME DE LA CROISSANCE

La décroissance est considérée parfois comme une erreur de communication, tant toute une littérature existe pour expliquer ce qu'elle est et n'est pas. Le concept est plus ambigu qu'il n'y paraît au premier abord : s'agit-il d'une fin en soi ou n'est-ce qu'un moyen de remettre au centre du débat politique les « vraies » valeurs ?

Aujourd'hui, nous l'avons dit, le thème de la décroissance constitue davantage l'inspiration générale d'une mouvance qu'une pensée précisément constituée. Il se nourrit d'apports divers qui légitiment une contestation radicale de notre système économique. Ce point de départ pourrait suffire à intéresser une pensée de gauche qui, elle aussi, a historiquement pour fondement une remise en cause du système capitaliste. Il faut admettre en outre qu'il s'appuie sur des constatations souvent justes, qui peuvent être assez largement partagées.

Pas de croissance indéfinie dans un monde fini

La thèse de départ a le mérite du bon sens : il ne peut y avoir une croissance indéfinie dans un monde fini. Aux rythmes de consommation et de production actuels, nous aurons épuisé en trois siècles les ressources ayant mis cinq cent millions d'années à se former. Nous ne pouvons plus continuer dans cette voie. L'humanité est confrontée à la raréfaction des ressources naturelles et le pic pétrolier probablement atteint⁷. Ce constat oblige à une profonde remise en cause du modèle d'activité économique.

La véritable question est de savoir si, pour parvenir à une plus grande sobriété dans l'utilisation de ressources non renouvelables, il est possible et suffisant de changer la nature de la création de richesses, sans en modifier le rythme d'accroissement. Cette question doit être posée et analysée.

7. Pic pétrolier : moment où la production mondiale de pétrole plafonne, avant de commencer à décliner à cause de l'épuisement des réserves de pétrole exploitables.

Les efforts faits depuis quelques années pour donner un contenu moins prédateur à la croissance aboutissent à des résultats plutôt décevants. Le développement des technologies propres et les modifications de comportement ont eu jusqu'à présent des effets très insuffisants, compte tenu des objectifs à atteindre, face aux menaces climatiques et sanitaires. La logique de base n'a pas été substantiellement modifiée : plus la croissance est forte, plus les prélèvements sur les ressources naturelles augmentent.

Le degré de proportionnalité entre ces deux variables s'est certes plutôt atténué ces dernières années dans les pays occidentaux. Des progrès réels ont par exemple été enregistrés sur l'intensité énergétique du produit intérieur brut (PIB), c'est-à-dire l'augmentation de la quantité d'énergie nécessaire pour un même accroissement de richesses. Mais cette évolution a seulement permis d'atténuer le lien entre la croissance et l'utilisation des ressources et non de le supprimer.

Cette constatation a conduit les tenants de la décroissance à considérer, dans la ligne de Nicholas Georgescu-Roegen, que le processus de création de richesses est destructeur de manière irréversible⁸. Leur conclusion est radicale. Alors que les économistes ont pendant longtemps considéré la nature comme une ressource inépuisable qui ne pouvait être affectée par le processus économique, la seule solution serait, selon eux, d'envisager une décroissance des flux physiques et d'adapter la société à cette nouvelle réalité. Cette logique conduit à proposer une réduction de la consommation inutile et gaspilleuse, de promouvoir une production fondée sur le recyclage, d'augmenter le temps de loisir pour accroître la consommation immatérielle et d'évaluer les limites de la progression de la population mondiale.

Au scénario de décroissance, certains opposent une autre voie pour l'avenir, qui consiste à seulement réorienter la croissance grâce au progrès technique et à de nouvelles

8. « Le processus économique est solidement arrimé à une base matérielle qui est soumise à des contraintes bien précises. C'est à cause de ces contraintes que le processus économique comporte une évolution irrévocable à sens unique », Nicholas Georgescu-Roegen, Jacques Grinevald, Ivo Rens dans *La décroissance : entropie, écologie, économie*, Ellébore, 2006.

économies. L'existence de sources d'énergie sous-utilisées et renouvelables, comme le soleil, et la progression du savoir pour les exploiter devraient ainsi permettre d'échapper à la destruction irréversible. Pour les décroissants, cette perspective est incertaine et dans tous les cas insuffisante. Si le progrès technique a rendu possible pendant longtemps l'amélioration de l'efficacité des procédés, son apport ne garantit pas une diminution des prélèvements, ne serait-ce que par « l'effet rebond » qu'il génère (la diminution du prix des produits accroît leur diffusion et donc le volume total de prélèvement sur les ressources).

Si l'on prend au sérieux les menaces que font peser les prélèvements excessifs sur l'avenir de la planète et la stabilité des économies et des sociétés, il convient selon nous de s'interroger sur la possibilité d'une croissance indéfinie dans un monde fini. La limitation à une augmentation indéfinie des richesses ne peut être acceptée et déboucher sur des mesures opérationnelles qu'en y intégrant la dimension sociale. Il n'est pas juste par exemple que l'accroissement des plus hauts revenus et des patrimoines

importants se poursuive dans notre société au détriment des plus pauvres et de la planète.

La croissance régressive

La crise que vit l'économie financiarisée et mondialisée, avec ses conséquences en matière de pouvoir d'achat et de chômage, dégrade les relations humaines et sociales, renforce les inégalités, l'aliénation et les frustrations. La recherche d'un profit maximal dans un minimum de temps entraîne des délocalisations dans les pays où les normes sociales et écologiques sont les plus faibles.

Au-delà même de son effet sur la planète, ce modèle est dénoncé comme insoutenable par les objecteurs de croissance qui soulignent l'illusion d'une société tendue vers le productivisme et la perte de signification de ses finalités⁹.

9. Comme le remarque Stéphane Lavignotte (*La Décroissance est-elle souhaitable ?*, Textuel, 2010), « la plupart des objecteurs de croissance insistent sur le fait que leur conversion à la décroissance ne s'explique pas d'abord par la situation environnementale ». Pour Serge Latouche (*Le pari de la décroissance*, Fayard, 2006), « la société de croissance n'est pas souhaitable » car « elle crée un bien-être largement illusoire » et « ne suscite pas pour les "nantis" eux-mêmes une société conviviale, mais une "anti-société" malade de sa richesse ».

Une société qui cherche uniquement à répondre aux dogmes productivistes fragilise en effet dangereusement ses murs porteurs en développant les risques du chômage de masse, de la déshumanisation du travail, du démantèlement des systèmes de solidarité, tout en engendrant des pollutions sanitaires et en épuisant les ressources de la biosphère.

Ainsi la main invisible censée contenir les risques du marché n'existe pas¹⁰. Avant de se poser la question d'une décroissance bénéfique, il faut admettre l'existence d'une croissance régressive, qu'elle le soit structurellement ou au-delà d'un certain seuil de « contre-productivité »¹¹. Ce qui le montre nettement est le lien de plus en plus distendu entre la croissance et la création d'emplois : ceux-ci sont menacés par la course permanente et sans limite à la productivité et pourraient être davantage

10. Dans *L'Homme viable. Du développement au développement durable* (Odile Jacob, 2010), Michel et Florent Griffon montrent que le monde est entré dans l'ère du risque systémique : « Nous avons vécu plus ou moins sur l'idée que l'écosystème global, comme les sociétés, était capable d'homéostasie, c'est-à-dire d'une autorégulation évitant au système de sortir de son domaine de viabilité et d'aller vers une catastrophe générale. Il faut réviser ce point de vue ».

11. Ivan Illich, *Œuvres complètes*, tomes 1 et 2, Fayard, 2004 (1974).

protégés par une stratégie donnant la priorité à la soutenabilité et à la qualité.

Si ce constat ne valide pas les thèses des objecteurs de croissance, il légitime que l'on interroge un mode de développement qui, conçu par l'homme, lui échappe aujourd'hui largement. Comme le souligne Jean Gadrey¹², la croissance, généralement considérée comme « la » solution, devient de plus en plus un problème.

La critique de la société de consommation

Outre la critique écologique et sociale, la contestation du modèle actuel de développement porte sur les finalités d'une société d'hyperconsommation. Les tenants de la décroissance dénoncent l'aliénation dont le consommateur est victime : des produits coupés des besoins réels, l'ostentation d'usages superflus, l'obsolescence technique ou technologique des produits plutôt qu'une optimisation équitable des valeurs d'usage des biens...

12. Jean Gadrey, *Adieu à la croissance*, Alternatives économiques-Les petits matins, 2010.

Pour eux, on achète du signe plutôt qu'une réalité. La malbouffe, l'urbanisme dégradé, la télé-poubelle ne sont pas des accidents mais des fruits du système économique. La consommation actuelle est fondée sur l'ostentation, le gaspillage, l'obsession accumulatrice alors qu'une société émancipée devrait s'affranchir du règne de l'argent et de la marchandise. Le décalage entre le mode de consommation et les besoins réels, l'épuisement des ressources naturelles, l'accumulation des pollutions s'ajoutent aux inégalités pour démontrer à quel point cette croissance des richesses peut être artificielle sur le plan social aussi bien que pour l'individu.

Ces analyses s'accompagnent dans les mouvements décroissants de critiques radicales de la publicité, outil puissant de l'aliénation marchande destiné à susciter le désir artificiel et le paraître, l'excitation permanente des frustrations et l'illusion d'un bonheur matériel toujours plus éloigné.

Beaucoup ne se satisfont plus de la justification classique, anthropologique, de la société de consommation, selon

laquelle l'homme aurait une propension naturelle à consommer toujours plus, au-delà même de la satisfaction de ses besoins élémentaires. Selon certaines thèses, son désir le pousserait à vouloir acquérir les produits les plus éphémères pour se situer par rapport à l'autre, soit pour l'imiter, soit pour le dépasser, ce qui constituerait un ressort puissant, et fatal, de l'économie de l'hyperconsommation. Face à ce mécanisme, la proposition des objecteurs de croissance de « décoloniser les imaginaires », c'est-à-dire de sevrer le consommateur, mérite un vrai débat. Plutôt que la course à la satisfaction des biens matériels vers laquelle est tendue notre société, ils proposent « moins de biens, plus de liens » pour ceux qui sont déjà nantis.

La critique de la société de consommation est parfois stigmatisée, à droite mais aussi à gauche, comme une réaction de « bobos ». Pour la majorité des gens, la « mal-consommation »¹³ est en effet la seule possibilité de boucler les fins de mois. Mettre en cause le système de

13. Consommation souvent à bas coût mais de mauvaise qualité, aboutissant à des problèmes sanitaires et écologiques.

consommation, qui vise à des prix toujours plus bas et permet donc une réduction des tarifs, reviendrait à interdire aux populations et aux pays plus pauvres l'accès à un certain nombre de biens.

Une telle critique peut cependant devenir pertinente dès lors qu'elle est accompagnée d'un questionnement sur le partage des richesses. L'accroissement d'une politique de redistribution doit permettre d'assurer à tous un niveau de vie suffisant pour accéder aux biens essentiels de bonne qualité. Au niveau mondial, elle réside dans la mise en place d'une aide massive aux pays en voie de développement pour lutter contre la pauvreté. Plutôt que la légitimation du *low cost*¹⁴, l'objectif doit être de permettre la qualité pour tous par une réduction drastique des inégalités.

14. *Low cost* : produits et services fournis à prix réduits, grâce en particulier à une pression sur les coûts salariaux et sociaux et à une qualité faible. Une note d'Emmanuel Combe, *Les vertus cachées du low cost aérien*, publiée par la Fondation pour l'innovation politique, proche de l'UMP, en novembre 2010, en faisait une des solutions pour augmenter le pouvoir d'achat des ménages.

Cette priorité sociale ne doit jamais être oubliée, sous peine de faire apparaître la décroissance comme une idéologie de « riches ». *A contrario*, méconnaître les errements d'une société du tout-consommation aboutirait à nier une orientation pour nous essentielle de la pensée de gauche : l'émancipation humaine suppose de s'affranchir des logiques marchandes pour lesquelles seule compte l'accumulation de biens et de services.

Les limites de la toute-puissance de l'homme

Dans la contestation d'un système économique prédateur, est sous-jacente la remise en cause de la toute-puissance humaine. Il est vrai que l'homme rationnel, maître de son destin, en situation d'affirmer sa volonté sur les êtres comme sur les choses et sur la nature, tel que l'a conçu la philosophie traditionnelle depuis Descartes, est en train de se retourner contre lui-même. Au cours du XX^{ème} siècle, la puissance de l'homme lui a donné la capacité de détruire le monde (notamment avec l'arme atomique) et de se détruire lui-même.

Comme le suggère Hans Jonas¹⁵, l'émergence d'une nouvelle éthique de la responsabilité, pensant l'homme comme une menace pour la nature, pour lui-même et surtout pour les générations futures, semble indispensable. Pour lui, l'action de l'homme doit être envisagée non pas en fonction de lui-même, mais en fonction de la permanence de l'existence humaine. Une telle philosophie permet d'instaurer un principe supérieur de pérennité de l'humanité bornant l'autonomie et la liberté de chacun.

Certes, la frontière entre les deux notions que sont l'émancipation individuelle – positive – et l'individualisme – qui contient un potentiel destructeur – reste à préciser¹⁶. Il ne peut s'agir seulement de renoncer à la part de superflu et de gâchis dans nos existences mais de redéfinir radicalement nos besoins, en posant la difficile question du choix des seuils entre le nécessaire (la part

15. Dans *Le principe responsabilité* (Flammarion, 2009), Hans Jonas considère qu'il faut refonder l'éthique : « Cet impératif n'est pas seulement une loi de la raison, mais un impératif ontologique, une exigence de la nature qui s'impose à l'homme ».

16. Selon Patrick Viveret, l'individuation est un acquis positif, mais qui ne se réduit pas à l'individualisme.

de bien fondamentaux, tels que l'eau et l'énergie, indispensables à une bonne santé), l'utile (pour un niveau de confort de vie) et le superflu correspondant aux consommations luxueuses.

La pensée socialiste s'est construite autour de l'objectif d'émancipation, qui suppose une égalité des droits et une véritable solidarité humaine. Sur ce point, la contestation de la croissance, en portant la réaffirmation de la nécessaire éthique de la responsabilité, pourrait être un facteur important de son renouvellement.

La critique des indicateurs de la croissance

Enfin, la critique de la croissance converge avec celle des indicateurs marchands, qui sont loin de mesurer de manière fiable un progrès authentique. Les objecteurs de croissance contribuent, avec beaucoup d'autres, à tirer les conséquences des critiques traditionnelles faites à l'indicateur PIB et posent la question de la mesure du développement et du progrès.

En effet, le PIB ne mesure pas les atteintes au patrimoine naturel et privilégie la dépollution par rapport à la prévention des nuisances. Il ne prend pas non plus en compte la dimension sociale et les inégalités. Il n'est pas à même d'exprimer la répartition des richesses produites, ni de reconnaître la valeur des activités domestiques, citoyennes ou de loisirs¹⁷, indispensables à la cohésion sociale et au développement d'une société, car il ne mesure par définition que les activités marchandes. Il exprime une vision quantitative et monétaire, en négligeant par exemple l'amélioration de la qualité des produits et des conditions de travail au profit de la seule productivité.

Derrière le choix des indicateurs s'effectuent de véritables choix de société.

17. Dominique Méda, « Deux Nobels ne font pas le bonheur », *Le Monde*, 22 avril 2008.

LES AMBIGUÏTÉS DE LA DÉCROISSANCE

Depuis quelques années, le mouvement en faveur de la décroissance fédère des théoriciens (en particulier Serge Latouche, Vincent Cheynet, Paul Ariès) qui se regroupent autour de publications, de sites internet¹⁸ et d'un embryon de structure politique¹⁹. Il reste que leur diversité idéologique est non négligeable et que certaines de leurs positions révèlent des ambiguïtés.

La définition politique de la décroissance

La démarche qui consiste à opposer, terme à terme, décroissance et croissance constitue un paradoxe. Définir un projet politique par rapport à une réalité que l'on conteste, y compris dans sa définition et sa manière d'être quantifiée (le PIB), interroge. Certes, selon ses défenseurs,

18. Le journal *La décroissance*, sous-titré « Le journal de la joie de vivre » et dirigé par Vincent Cheynet, est tiré à près de 20 000 exemplaires. Voir aussi le site www.decroissance.org

19. Le Parti pour la décroissance (PPLD) a été créé en 2006 et s'est regroupé en 2009 dans l'Association d'objecteurs de croissance (ADOC-France) avec le mouvement des objecteurs de croissance (MOC). Une liste a été présentée aux dernières élections européennes sous l'étiquette Europe-Décroissance. En 2010, naît également le Parti des objecteurs de croissance (POC).

la décroissance n'aurait rien à voir avec l'opposé arithmétique de la croissance, mais l'utilisation même du mot « décroissance » laisse planer l'ambiguïté. Le terme a montré son efficacité polémique, on l'a dit, mais il comporte aussi de nombreux inconvénients. Dans cette période où nous sortons d'une récession douloureusement vécue, c'est-à-dire d'une situation qui est précisément le contraire de la croissance, son utilisation est d'autant plus problématique.

Par ailleurs, l'absence de définition politique positive, intrinsèque à la démarche, constitue un lourd handicap. Celui-ci est à l'origine des débats qui opposent les tenants et les détracteurs de la décroissance au sein même du mouvement écologiste. Certains objecteurs de croissance reconnaissent d'ailleurs qu'ils éprouvent une vraie difficulté à inventer un nouveau récit pour l'imaginaire collectif, à définir quelle utopie mobilisatrice pourra répondre à la question du vivre mieux avec moins. C'est pourquoi certains comme Serge Latouche, conscients de la connotation négative du terme, préfèrent parler d'a-croissance.

L'autre interrogation sur la décroissance se rapporte à l'horizon qu'elle propose : la décroissance suppose en effet le renoncement à une satisfaction immédiate pour assurer la pérennité de l'humanité. Comment faire accepter aux hommes, en particulier à ceux qui vivent dans l'angoisse de leurs ressources à la fin du mois, une telle perspective ?

Hans Jonas répond en invoquant la rationalité susceptible d'amener les hommes à trouver une issue pour échapper à la catastrophe. A l'espérance, il substitue la crainte comme levier de la prise de conscience permettant de réorienter les conduites collectives et personnelles. Mais, même dans les rangs des objecteurs de croissance, plusieurs refusent un catastrophisme source de peur et de repli sur soi. Peut-on mobiliser une société autour d'un sentiment aussi négatif ?

Faire le deuil de l'idée de progrès comporte le risque d'aboutir au désespoir face à une régression programmée et donc à l'amplification des menaces affectant l'humanité,

à rebours de ce qu'appellent de leurs vœux les tenants de la « décroissance heureuse ».

La stratégie du changement

S'agissant de la stratégie politique, on observe que les positions des tenants de la décroissance ne sont pas forcément unifiées.

Certains, comme Serge Latouche, privilégient le changement culturel et l'expérimentation concrète et sont par exemple très réservés sur la création d'un parti décroissant. Plutôt que l'annonce du grand soir, le changement passe selon eux par une politique des petits pas (monnaies locales d'échange, limitation du développement des grandes surfaces, etc.).

D'autres privilégient l'émergence de nouvelles pratiques de simplicité volontaire (abandon du téléphone portable, covoiturage, fêtes de quartier) mais sans moyen précis de les étendre autre que la conviction individuelle. On

imagine aisément le risque qu'une telle démarche se confonde avec un ascétisme de nature quasi-religieuse suivi par une petite minorité.

Il existe également une tentation autoritaire. Celle-ci repose sur l'idée que la démocratie représentative est incapable de prendre en compte la question écologique dans sa complexité. Notre système politique serait tourné vers la satisfaction des besoins et du bien-être immédiats et il serait illusoire d'espérer y intégrer la préservation des intérêts des générations futures, encore moins une stratégie de décroissance. Ce constat conduit certains objecteurs de croissance à considérer que seule une solution autoritaire permettra de faire face aux problèmes qui menacent l'humanité. Ainsi, Hans Jonas évoquait-il l'avènement d'une « dictature bienveillante ». Bienveillante ou pas, on ne peut souhaiter l'avènement d'une dictature, qui serait aussi inefficace sur le strict plan environnemental. Seul un contexte de liberté peut rendre possible le changement, qui passe au contraire par une multiplication d'initiatives décentralisées.

Néanmoins, il convient d'admettre que l'adaptation de nos institutions politiques face aux nouvelles échelles du temps et de l'espace est une nécessité. Dominique Bourg et Kerry Whiteside²⁰ proposent des pistes de réformes de notre système politique et institutionnel. Ils suggèrent de rédiger une « bio-constitution » intégrant les principes et le fonctionnement des institutions visant à la préservation de la biosphère. Le Sénat serait réformé pour devenir une chambre dédiée aux enjeux environnementaux à long terme dans laquelle les organisations non gouvernementales environnementales seraient associées aux prises de décisions ; la démocratie participative serait institutionnalisée. La prise en compte du temps long et des générations futures nous semble effectivement une piste pour une réforme parlementaire. Ce n'est en tous les cas pas en mettant la démocratie entre parenthèses que l'on parviendra à faire face à la crise écologique mais en inventant une véritable démocratie écologique et durable. Certains enfin, comme Paul Ariès et Vincent Cheynet,

20. Dominique Bourg et Kerry Whiteside, *Vers une démocratie écologique*, Seuil, octobre 2010.

défendent une stratégie politique des plus classiques fondée sur l'élection et la conquête des institutions, en introduisant le débat dans les partis existants et/ou en créant une nouvelle force politique. Un Parti pour la décroissance (PPLD) a été créé en 2006 ; des campagnes ont été organisées (et quelques représentants élus) lors des élections municipales et cantonales de 2008 (diverses étiquettes dont celle du Parti pour la décroissance), des élections européennes (Europe-Décroissance : liste présentée mais sans dépôt de bulletins de vote) et des élections régionales (l'Association des objecteurs de croissance regroupant le Mouvement des objecteurs de croissance et le PPLD). Les trois organisations politiques se référant à la décroissance ont décidé en novembre 2010 d'unir leurs forces pour « participer aux élections sous l'emblème de l'escargot », en mettant en avant les thèmes centraux que sont la relocalisation, le ralentissement, le mot d'ordre « moins de biens plus de liens » et la décroissance des inégalités.

Le programme concret des objecteurs de croissance, tel qu'il a été élaboré aux dernières échéances électorales, révèle des convergences potentielles, rarement soulignées, avec les écologistes voire les sociaux-démocrates. Il s'agit par exemple de la relocalisation de l'économie ou encore de la promotion de services publics permettant une tarification sélective en fonction de l'usage. Cependant, au-delà de mesures sectorielles, il souffre du caractère peu défini des mesures de transition et ne prend pas assez en compte les conséquences possibles de la diminution de la richesse nominale (diminution des prix, du pouvoir d'achat, des investissements).

La notion de progrès

Les décroissants mènent une critique radicale du « développement durable ». Ce concept, consistant selon eux à juxtaposer deux termes contradictoires, serait un moyen de changer les mots pour ne rien changer de nos pratiques. L'économie immatérielle s'ajouterait plus qu'elle ne se substituerait à l'ancienne. La croissance verte serait un

« mirage », selon l'expression d'Hervé Kempf, car il serait impossible de déconnecter l'accroissement des richesses de celui de l'utilisation des ressources naturelles. Elle comporterait en outre le grave défaut d'ignorer les clivages sociaux et masquerait la constitution de catégories de gagnants et de perdants – les gagnants étant les pollueurs qui peuvent se faire dépollueurs et créer de nouveaux marchés et profits, par opposition aux perdants, les pauvres, devenus la variable d'ajustement. En ce sens, la plupart des décroissants sont critiques à l'égard de la démarche de Nicolas Hulot ou, dès son origine, de celle du Grenelle de l'Environnement.

Les tenants de la décroissance ne s'attaquent pas simplement aux défenseurs de la croissance verte mais aussi, sur leur gauche, à ceux qui prônent une stratégie de développement en particulier pour les pays les plus pauvres. Même en opérant une distinction et en assimilant la croissance au quantitatif et le développement au qualitatif, le transfert de l'un à l'autre ne consiste selon eux qu'à ajouter un volet écologique et social sans transformer la

logique même du système. Certains décroissants proposent donc de remplacer le mot développement par l'expression « épanouissement durable ». Le développement, comme la croissance, serait un concept qui implique une absence de limites, de la même façon que l'économie réduit le monde à une métrique quantitative. Il reposerait en outre, selon Serge Latouche, sur un ethnocentrisme occidental : élaboré durant la période de colonisation, il serait irrémédiablement marqué par son origine et viserait à imposer aux pays du Sud le modèle des pays du Nord.

Pour les « développementalistes », la croissance n'est pas un objectif en soi mais reste un moyen nécessaire pour financer la lutte contre la pauvreté et la transition vers une économie plus durable. C'est la thèse défendue par les « altermondialistes » d'ATTAC qui se heurtent frontalement aux tenants de la décroissance. Jean-Marie Harribey, économiste et co-président d'ATTAC, juge sévèrement les théoriciens de la décroissance et du refus du développement, « pour qui la coupable est finalement

la Raison, confondue avec la rationalité capitaliste, qui a désacralisé, “désenchanté” le monde »²¹.

La critique des théories du développement sous leurs différents aspects éclaire la véritable nature de la décroissance telle qu'elle est conçue par ses partisans les plus orthodoxes. Ceux-ci la considèrent non pas comme une solution à la crise de l'humanité dans le cadre du système économique actuel mais comme un « autre » système. Dans la réponse qui les oppose aux « développementalistes », ce n'est pas une différence de niveau mais une différence de nature qui est introduite, rendant tout dialogue impossible entre eux. Alors que les uns veulent changer le système, les autres veulent le faire évoluer pour le rendre plus vertueux.

Cette volonté de rupture explique pourquoi les tenants de la décroissance ont tant de difficultés à concevoir une perspective crédible et buttent sur des problèmes

21. Denis Bayon, Fabrice Flipo et François Schneider, *La Décroissance. 10 questions pour comprendre et en débattre*, La Découverte, juin 2010, p.12.

apparemment insolubles. Comment, par exemple, appliquer la décroissance aux pays pauvres qui déjà manquent de tout ? Comment mener une telle politique sans provoquer la récession ? Le refus des tenants de la décroissance de se situer dans une perspective de développement les relègue dans une posture protestataire certes confortable mais peu opérationnelle. C'est ce qu'ont bien compris ceux qui, tout en revendiquant une « sobriété » qui passe par la décroissance de certaines composantes du système, ne se reconnaissent pas dans une approche dogmatique de cette notion.

La place de la science et de l'innovation

Selon les décroissants, il y aurait deux gauches. L'une, dominante au XX^{ème} siècle, a foi dans le progrès mais serait de plus en plus décalée face à l'impossibilité, dans cette situation de crise de longue durée, de promettre l'abondance à tous. L'autre, minoritaire, serait antiproductiviste, opposée au progrès technique, partisane du « droit à la paresse » de Paul Lafargue et du mouvement historique pour la réduction du temps de travail.

Dans la ligne de la pensée de Jacques Ellul²², les décroissants formulent ainsi des critiques très fortes vis-à-vis du système technicien. Face à un problème culturel et politique, les solutions techniques seraient inadaptées et ne feraient qu'amplifier les tensions. Au cœur de ce jugement figure la conviction que le développement scientifique et technique ne permettra pas de surmonter la crise de valeurs qui affecte l'humanité. La dénonciation du « mythe du grand soir technologique » est partagée par tous les défenseurs de la décroissance ou de la sobriété.

Considérant que la technique n'est pas « neutre », qu'elle se développe dans une société qui l'oriente en fonction de ses finalités, il est illusoire de penser qu'une société « productiviste », dominée par la recherche du profit, puisse massivement développer des techniques permettant de réorienter son développement et de prendre en compte les impératifs du long terme. Bien au contraire, la technique participe à l'accélération du processus de

22. Jacques Ellul, *Le bluff technologique*, Hachette, 1988.

dégradation et précipite le monde sur une trajectoire toujours plus dangereuse.

Certes, ce constat correspond à une partie de la réalité. Les effets à moyen et long termes, positifs ou négatifs, de certaines composantes du progrès technique sont incertains. Le meilleur symbole en est sans doute les OGM. Les doutes sur leurs répercussions, en particulier s'agissant du risque de perte de la diversité biologique, ont une portée potentielle plus grande que leurs avantages concrets, finalement assez réduits pour l'heure.

Mais penser de la sorte revient à faire abstraction de plusieurs aspects. La puissance publique garde une capacité d'orientation de la recherche, dont la dépendance à l'égard du système économique n'est pas fatale. La volonté politique de favoriser le développement de technologies « propres » ou « vertes » peut aboutir à des résultats qu'il serait regrettable de négliger. Le principe de précaution, même s'il reste encore limité dans son application, est, de ce point de vue, un outil majeur de développement de la recherche.

La vraie question est au bout du compte de savoir si le progrès scientifique et technique permet de répondre dans les temps à la dégradation de l'écosystème. Selon Jean-Paul Fitoussi et Eloi Laurent, « on peut décider d'une croissance aussi forte que l'on veut (donc d'un prélèvement correspondant sur les stocks de ressources) à condition de disposer d'un niveau de connaissance suffisant pour assurer la pérennité du système »²³. Les deux économistes estiment que le développement de l'humanité est marqué « par une double irréversibilité », celle de l'épuisement des ressources naturelles d'un côté, celle de l'accumulation du savoir de l'autre.

L'enjeu serait de faire coïncider les « deux flèches du temps », ce qui suppose d'investir massivement dans l'éducation et la recherche, mais aussi de différer certaines consommations qui menacent les ressources naturelles tant que la recherche n'aura pas permis de trouver des solutions alternatives. Prenant en exemple la surexploitation

23. Jean-Paul Fitoussi et Eloi Laurent, *La nouvelle écologie politique : Economie et développement humain*, Seuil, 2008, p. 54.

des fonds marins qui seront « définitivement épuisés avant que les moyens de les préserver à long terme n'aient été découverts et mis en œuvre », ils proposent d'introduire la notion de « délai » pour gérer ces périodes transitoires durant lesquelles aucune réponse technique n'existe.

Face au défi de la crise écologique, il n'est pas raisonnable de se priver de l'apport possible d'un progrès technique dont les applications soient maîtrisées et soumises au processus démocratique. En revanche, le progrès a toutes les chances de n'apporter qu'une réponse très partielle et sans aucun doute insuffisante et il reste plus que jamais indispensable de modifier profondément l'organisation de la société.

La question démographique

En deux siècles, la population mondiale a été multipliée par six. La planète comptait un milliard d'individus en 1800, six milliards en l'an 2000. Les prévisionnistes estiment que la population mondiale continuera à croître fortement dans les quarante prochaines années pour atteindre neuf

à dix milliards d'individus en 2050. Elle devrait alors se stabiliser, voire légèrement régresser. Cette progression vertigineuse conduit à s'interroger sur la capacité de la planète à « encaisser » un tel choc. Comment pourra-t-on nourrir trois milliards d'individus supplémentaires alors que les pénuries alimentaires sont déjà une réalité ? Comment assurer l'accès à des biens essentiels, comme l'eau ou les ressources énergétiques, dont on voit déjà la raréfaction ? Comment maintenir un mode de développement qui « consomme » déjà plusieurs planètes ?²⁴

Ces questions ne sont pas nouvelles ; elles sont à l'origine de la création de la science économique. Thomas Malthus a ainsi été le premier à établir une relation entre l'augmentation de la richesse et la croissance démographique. Selon lui, l'amélioration du niveau de vie entraîne inévitablement une augmentation de la population, car les hommes sont alors en situation favorable pour se

24. L'empreinte écologique de la population mondiale, c'est-à-dire la surface nécessaire pour produire les ressources consommées et absorber les déchets générés, est estimée aujourd'hui à environ 1,5 planète. Cela signifie que l'humanité puise dans le capital naturel de la planète, ce qui n'est pas soutenable à long terme.

reproduire. Mais, à terme, cette augmentation de la population menace la prospérité. Il faut, suivant la loi des rendements décroissants, de nouvelles terres, toujours moins fertiles, pour nourrir une population toujours plus nombreuse. C'est pourquoi Malthus considère qu'il faut contenir l'augmentation de la population et maintenir une partie de celle-ci dans le dénuement. Les guerres et les inégalités ne sont pas pour Malthus des catastrophes mais des bienfaits qui permettent d'assurer la pérennité du système économique.

Ces thèses ont fortement inspiré les économistes classiques. Les prédictions de Malthus ont cependant été jusqu'à présent contredites par la réalité du phénomène de la transition démographique (diminution des taux de croissance de la population liée à la prospérité matérielle et à l'éducation des femmes). C'est ce qui fait dire aux prévisionnistes que la population mondiale se stabilisera à l'horizon 2050, car alors tous les pays seront touchés par cette réalité et verront leur fécondité limitée. Malthus n'a pas vu non plus la formidable envolée du

progrès technique et scientifique, qui va démultiplier les capacités de production.

Loin de mener à la catastrophe, l'essor démographique allié à l'expansion économique a jusqu'à ce jour permis d'assurer le développement de l'humanité. Mais peut-on être sûr qu'il en soit ainsi à l'avenir ? Le doublement de la population mondiale durant ces cinquante dernières années a d'ores et déjà entraîné une forte pression sur la nature et ses ressources. Comme le remarquent Dominique Bourg et Kerry Whiteside, « nous faisons en effet face à la finitude sur presque tous les fronts »²⁵. Pour Michel et Florent Griffon, les quatre décennies qui viennent doivent être celles d'un « atterrissage en douceur », permettant « d'atteindre *in fine* une situation viable pour les générations futures ». Mais, ajoutent-ils, « la voie est étroite et difficile ». « Ce n'est plus de développement dont il convient de parler, mais d'adaptation sous contraintes »²⁶.

25. Dominique Bourg et Kerry Whiteside, « Pour une démocratie écologique », *La Vie des idées*, 1^{er} septembre 2009.

26. Michel Griffon et Florent Griffon, *L'homme viable. Du développement au développement durable*, Odile Jacob, 2010, p.201.

La question démographique n'est donc pas secondaire même si elle reste bien souvent taboue. Dans un pays comme la France, qui mène avec succès une politique nataliste déterminée, il n'est pas bien vu d'afficher une volonté de contrôle des naissances. Les propos d'Yves Cochet appelant à « la grève du troisième ventre » ont heurté bien des consciences. Peut-être était-ce le but recherché ?

En réalité, la plupart des tenants de la décroissance, à quelques exceptions près, se sont clairement affranchis des thèses préconisant la réduction du poids de l'humanité sur la planète par tous les moyens, y compris le suicide, l'avortement ou les pandémies. Ils condamnent clairement les dérives eugénistes ou antihumanistes. Pour eux comme pour nous, il ne s'agit pas de sacrifier l'humain pour sauver l'humanité.

Satisfaire aux besoins des trois milliards d'individus supplémentaires que la planète portera en 2050 et supporter l'empreinte écologique globale sera bien un défi

économique autant que social et environnemental. Mais, face à cet enjeu, nous affirmons que seul le développement constitue une réponse opérationnelle et durable, en permettant d'accélérer la transition démographique dans les pays en voie de développement. A défaut, le risque existe de se rapprocher des tenants d'un ascétisme religieux et autoritaire, visant en premier lieu les populations les plus pauvres. L'objet du débat doit être un contrôle non sur les vies et les individus mais sur le processus de production et l'organisation de la société.

POUR UNE VRAIE SYNTHÈSE ENTRE LE SOCIAL ET L'ÉCOLOGIE

Au-delà de l'approche globale, contestable dans sa terminologie elle-même, de la décroissance, certaines des interrogations sur la croissance nous semblent pouvoir ouvrir la voie à un renouvellement de la pensée politique de la gauche. En décembre 2008, la motion de congrès des Verts a pour la première fois fait référence à la décroissance mais en la limitant à la réduction de l'« empreinte écologique ».

Depuis, la notion de décroissance sélective a été inscrite dans les textes d'Europe Ecologie-les Verts. Le Parti socialiste a de son côté introduit la notion de croissance sélective dans son texte de la convention nationale sur « le nouveau modèle de développement économique, social et écologique »²⁷.

27. « Nous souhaitons aller vers (...) une société de croissance saine, sélective et durable ». Convention nationale sur le nouveau modèle de développement économique, social et écologique animée par Pierre Moscovici, texte adopté à l'unanimité par le Conseil national du 27 avril 2010 et adopté à 90 % des adhérents votant le 20 mai 2010.

La question est donc ouverte et mérite d'être approfondie pour trouver des débouchés concrets dans la perspective de l'échéance de 2012.

Quelle rupture ?

Nos sociétés sont aujourd'hui confrontées à une double urgence, sociale et écologique. La montée de la pauvreté, le sentiment de déclassement, les difficultés d'emplois et de pouvoir d'achat marquent la vie quotidienne de nos concitoyens. L'épuisement des ressources naturelles, le changement climatique et l'accroissement des pollutions menacent la planète et à terme le développement de l'espèce humaine elle-même.

Ces deux urgences sont liées. On ne peut mener une bonne politique sociale sans prendre en compte les enjeux de la nouvelle économie verte en termes d'emploi et de pouvoir d'achat. Une bonne politique écologique suppose, à l'inverse, une forte réduction des inégalités et une attention prioritaire apportée à l'environnement des

plus modestes, qui sont aussi les plus victimes des pollutions.

Promouvoir une synthèse entre les préoccupations sociales et écologiques implique de s'affranchir à la fois de la logique purement financière et de court terme du capitalisme d'aujourd'hui et d'une orientation productiviste dont le fétichisme de la croissance est le symbole. La critique du capitalisme est indispensable, mais insuffisante. L'économie verte, dans toutes ses déclinaisons (nouveaux emplois verts, économie du recyclage, nouvelle approche des biens publics, etc.) doit permettre de surmonter la prééminence du capital face au travail et à la nature.

Ceci implique de reconnaître dans les faits et les décisions que la croissance n'est pas forcément synonyme de prospérité et de bonheur. Répétons-le, la seule référence à la croissance du PIB est assez peu opératoire lorsqu'il s'agit d'inventer un nouveau modèle de développement. Une hausse du PIB peut se traduire par une baisse des

productions fortement consommatrices d'énergie et un accroissement des dépenses d'éducation, de petite enfance, de culture. A l'inverse, une baisse du PIB peut laisser les pollutions s'aggraver.

La rupture passe par une transformation du système économique qui intègre les limites nécessaires aux prélèvements sur les ressources naturelles. Nous proposons ainsi qu'en début de législature, soit votée une loi-cadre fixant à horizon de cinq ans des objectifs de réduction des prélèvements sur les ressources naturelles non renouvelables et les moyens nécessaires pour y parvenir.

Tout le problème est en outre d'identifier les secteurs qui doivent décroître et à quelles conditions. L'un des secteurs clés sera bien entendu l'automobile. Il est clair que la place accordée aux voitures devra se réduire, en particulier en ville, mais que le véhicule individuel, instrument incontestable de liberté, ne disparaîtra pas. La difficulté est d'en restreindre la place, d'en diminuer les usages contraints (par exemple pour les trajets

domicile-travail) et d'en améliorer les performances écologiques.

Les questions soulevées par les décroissants devront être intégrées dans la définition des propositions programmatiques pour 2012. Cela fera apparaître des convergences et aussi des divergences, par exemple sur la gratuité ou la place des nouvelles technologies. Mais, à tout le moins, le débat démocratique se sera-t-il emparé d'un sujet décisif pour notre avenir.

Une autre mesure de la croissance

De nombreux diagnostics ont été réalisés sur les indicateurs. Le rapport Stiglitz a fait des propositions, certaines intéressantes, d'autres plus contestables²⁸, mais sans véritable débouché concret. Trois questions principales se posent dans l'optique d'une modification profonde de la mesure de la croissance.

28. Il propose par exemple un indicateur « qualité de vie » individualiste plutôt qu'un indicateur de santé sociale collective.

Tout se mesure-t-il ? La tentation contemporaine de tout chiffrer constitue une dérive majeure, surtout avec des instruments de mesure incapables de prendre en compte l'ensemble des coûts et des avantages. Si certaines externalités méritent d'être précisément mesurées, notamment le coût des pollutions, il est vain de vouloir généraliser cette démarche.

La mesure quantitative est très inadaptée à traiter correctement toute une série de sujets. Il existe des aspects non mesurables fortement ressentis et exprimables (par exemple un paysage périurbain) qui montrent que l'enjeu n'est pas tellement la mesure mais la façon dont on associe les gens à l'appréciation du sujet. La démocratie permet de discuter de l'existant (pour pouvoir le faire évoluer) mais la description n'a pas à être systématiquement enfermée dans des logiques de chiffres et de comptes.

Que fait-on du PIB ? Il faut à la fois profiter des possibilités d'amélioration de cet indice (le PIB « vert », « utile »...) et y adjoindre un indicateur répercutant la mesure du

patrimoine naturel et social (santé, inégalités, place des femmes, etc.). Des tableaux de bord géants remplis d'indicateurs ne sont pas exploitables et il est essentiel de faire converger tous les éléments vers un ou deux indicateurs synthétiques permettant d'enregistrer et de rendre visibles les évolutions dans le temps.

Quelle méthode de changement ? Plutôt que l'approche habituelle purement technocratique, qui finalement ne débouche sur rien, la construction de ces évaluations et des nouveaux indicateurs doit faire l'objet d'un débat démocratique, sous la forme par exemple de conférences citoyennes, puis d'un débat annuel à l'Assemblée nationale. En complément de moments délibératifs, le dispositif d'organisation de ce processus de démocratie citoyenne pourrait s'appuyer fortement sur internet pour l'appropriation, le dialogue entre experts et citoyens et la discussion sur des points précis et concrets.

La réduction des inégalités et ses modalités

Certains pensent que la réduction des inégalités précède la décroissance alors que d'autres considèrent qu'elles ont partie liée et que, depuis trente ans, la croissance s'est accompagnée d'un accroissement des inégalités. En fait, chacun reconnaît que la réduction des inégalités est la condition première pour que les autres décroissances soient acceptables. Réduire les inégalités aurait pour effet de casser la logique actuelle d'imitation des modes de vie ostentatoires par les classes moyennes. Au-delà de la nécessaire réforme fusionnant l'impôt sur le revenu et la contribution sociale généralisée (CSG), qui doit permettre l'accroissement de la progressivité de l'impôt, deux questions principales se posent.

La mise en place d'un revenu maximal autorisé

L'arrêt, depuis vingt ans, du mouvement séculaire de réduction des inégalités est d'autant plus choquant que l'accroissement des écarts de revenus ne correspond pas toujours, loin s'en faut, à une prise de risque ou un talent

particulier, mais est souvent le résultat de phénomènes de rentes, d'héritages ou de pratiques abusives sur les marchés financiers.

Cette situation pose un triple problème social, écologique et républicain : elle génère un fort sentiment d'injustice dans la population ; elle entretient une élite financière hyperconsommatrice autorisée à gaspiller de manière outrancière les ressources de la planète ; elle met gravement en cause le modèle républicain, dont l'une des composantes fondatrices est la recherche de l'égalité.

Pour les classes moyennes, elle représente une véritable double peine, la menace de déclassement s'accompagnant de l'existence d'une surconsommation manifeste qui mine la légitimité d'un discours écologique de modération. Pour les catégories populaires, elle accentue ce sentiment de ne pas appartenir au même pays ou au même monde, facteur majeur de la crise démocratique.

Pour corriger cette situation, plusieurs propositions sont indispensables, mais insuffisantes, car défensives (comme

la suppression du bouclier fiscal), de portée relativement limitée (comme la création d'une nouvelle tranche d'impôt sur le revenu) ou concernant les seuls salaires (comme l'encadrement des écarts de rémunération dans une entreprise). C'est pourquoi nous proposons d'aller vers la création d'une forme de revenu maximal admissible permettant de mieux encourager les projets utiles et durables²⁹.

Ce dispositif concernerait l'ensemble des revenus et non les seuls salaires. Il rendrait obligatoire, au-delà d'un seuil relativement élevé de revenus, l'utilisation du surplus pour des actions conformes à la logique du développement durable. A défaut, ce surplus serait taxé à un taux élevé. De telles règles permettraient de mieux concilier l'enjeu social (réduction des inégalités), écologique (limitation des consommations ostentatoires des très riches) et économique (financer des activités cohérentes avec l'état de la planète).

29. Cf. par exemple la proposition faite dans la brochure du pôle écologique du Parti socialiste « 2012, comment changer le modèle de développement ».

La création d'un revenu universel d'existence

Une telle perspective mérite un débat. Son principal avantage serait de donner les moyens de réduire l'emprise de l'économie sur nos vies et de rassurer les plus démunis sur la réalité et l'ampleur de la redistribution que nous voulons mettre en place.

Cette mesure a, à l'inverse, l'inconvénient de dévaloriser la valeur du travail. La rengaine « travailler plus pour gagner plus » a certes épuisé son combustible. Mais il ne semble pas souhaitable de développer une mesure qui risque d'être comprise comme un encouragement sans contrepartie de l'assistanat. Le travail a deux facettes contradictoires qu'il faut prendre en compte : il peut être aliénant et contraint, mais aussi émancipateur et donneur de sens. C'est d'ailleurs pourquoi l'activité, qui présente les mêmes avantages que le travail, doit elle aussi être prise en compte et socialement valorisée.

Il en va de même pour le temps de travail. Il faut reprendre le mouvement séculaire de réduction, condition d'un

équilibre social durable. L'utilisation du partage du travail peut en outre être utile en matière de politique de l'emploi, à condition d'être ponctuelle et bien ciblée. Mais une nouvelle diminution forte et générale du temps de travail risquerait de provoquer une dégradation des conditions de travail et des tensions supplémentaires répercutées sur le pouvoir d'achat à un moment où il est déjà très contraint. La priorité nous paraît donc d'abord être aujourd'hui de défendre de meilleures conditions de travail, plutôt que d'en rechercher une diminution supplémentaire.

Rompre avec le tout-consommation

Les décroissants mènent un combat acharné contre le gigantisme et la fréquence de l'agression publicitaire (idéologie d'hyperconsommation accumulatrice et frustratrice, culte de la perfection, de la domination, etc.). Du collectif « Casseurs de pub » aux « Déboulonneurs », la désobéissance civile non violente est prônée, que ce soit en matière d'affichage ou en matière de publicité télévisuelle.

Ces opposants à une publicité envahissante revendiquent une limitation de la surface publicitaire en fonction du nombre d'habitants et la suppression des dispositifs consommateurs d'énergie.

La gauche doit également proposer une limitation de la publicité dans le temps et dans l'espace, en particulier lorsqu'elle concerne les publics sensibles (enfants, jeunes). Bien que la publicité soit parfois un moyen de financer des biens et services (publics ou privés), elle est aussi un risque d'offrir ces supports aux influences des lobbys commerciaux. Les décroissants dénoncent ainsi la répercussion du coût de la campagne publicitaire sur le prix final du produit, tel un impôt privé, caché mais imposé au consommateur.

Nous proposons en particulier un encadrement beaucoup plus sévère des méthodes de communication des industries agro-alimentaires afin de mieux souligner les risques sanitaires d'une certaine alimentation. L'objectif est d'aboutir à une sorte de « loi Evin » contre l'excès de sucre, de sel

et de matière grasse, sources de diabète et de maladies cardio-vasculaires.

« Modérer les logiques de consommation », comme l'ont proposé les décroissants aux élections régionales, suppose, en outre, de développer l'éducation populaire concernant les nouveaux modes de consommation et d'encourager les activités créatives (manuelles ou artistiques). L'objectif est de passer de l'avoir au faire, de la nécessité de la possession à l'utilité de l'action.

La nouvelle économie : espace, temps, usage

Celle-ci mérite des réflexions et des propositions dans trois domaines étroitement liés : la relocalisation, le ralentissement et la priorité à l'usage.

La relocalisation

Elle est un point central des programmes décroissants et pourrait être un axe fort de convergence avec la pensée social-démocrate. La proximité n'est certes pas forcément

synonyme de bonheur absolu si elle signifie l'enfermement dans le quartier ou le village. Mais chacun sait que même avec un mode de vie relativement sobre, la consommation de gaz carbonique d'un citoyen, aujourd'hui de neuf tonnes par an, a du mal à se réduire en-dessous de quatre tonnes alors que, rapportée à l'ensemble des êtres humains, il faudrait qu'elle atteigne 500 à 600 kilogrammes pour stabiliser le climat. La démarche individuelle doit donc aller de pair avec des changements de l'appareil productif.

Au-delà de la question des écluses aux frontières (taxes aux frontières de l'Europe pour pénaliser les produits fortement émetteurs de carbone), qu'il est nécessaire de poser tant qu'un accord international contraignant sur le climat n'est pas conclu, la relocalisation suppose l'encouragement des circuits courts dans tous les domaines et le renchérissement du coût des transports.

Cela passe par le soutien aux entreprises de petite taille, à l'artisanat, au commerce de proximité (créateur de quatre à cinq fois plus d'emplois que la grande distribution) avec

une attention toute particulière pour le développement d'une agriculture paysanne et vivrière. Cette refonte de la politique agricole est indispensable afin qu'elle protège l'environnement plutôt que de l'épuiser, qu'elle garantisse les revenus agricoles par des contractualisations locales (type Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne, AMAP), qu'elle influence nos modes d'alimentation contre la malbouffe, qu'elle participe à l'autonomie des populations plutôt qu'à leur dépendance (diversification des cultures, indépendance vis-à-vis des cours de la bourse).

De nombreux secteurs de l'énergie (économies d'énergies, énergies renouvelables) et des services (maintenance d'équipements non jetables et modulables, aide à la dépendance, etc.) permettent également de créer des emplois non délocalisables.

La relocalisation de la vie sociale passe en outre par une remise en cause de l'urbanisme étalé et spécialisé. Plus avancée sur cet aspect territorial, la gauche doit continuer

de rappeler qu'un éco-quartier ne peut être une zone sans commerces de proximité ni écoles.

Enfin, la relocalisation des activités passe par certaines alternatives concrètes comme les systèmes d'échanges locaux ou les monnaies locales. Porteuses de liens et de solidarité « démonétarisée », réhabilitant l'activité par rapport au travail, ces propositions ont l'avantage de rendre à l'individu une dimension non commerciale et de produire du bien-être et du progrès social (invisibles dans le PIB).

Le ralentissement

La question du ralentissement est essentielle, pour des raisons écologiques (incompatibilité évidente de la course permanente contre le temps par rapport au respect des équilibres naturels) mais aussi sur le plan social. On sait, depuis les travaux de Paul Virilio, que toute accélération de la société se fait au détriment des plus faibles. La course permanente contre le temps au sein des entreprises joue un rôle majeur dans l'augmentation

considérable des situations de stress au travail et des maladies professionnelles.

Le ralentissement n'est pas en soi une valeur et, dans une vie à la durée limitée, il est légitime de vouloir diminuer le temps contraint, par exemple de transport. Des progrès dans ce domaine doivent passer par une organisation privilégiant la proximité à la seule vitesse instantanée : meilleure desserte ferroviaire et de transports collectifs (réouvertures de gares, doublement de lignes saturées), définition de nouveaux rythmes dans les entreprises favorisant la qualité plutôt que le « juste à temps », etc.

La vitesse n'est plus un but absolu si la distance est moins grande et le contenu du temps contraint plus riche. La gauche peut et doit se nourrir de ces réflexions et faire des propositions sur ces bases, sans pour autant cesser de défendre la liberté de déplacement de tous.

L'usage

Plutôt que de rechercher l'accumulation indéfinie de biens matériels, la nouvelle économie doit s'efforcer de mieux utiliser ceux qui existent.

Ceci suppose de valoriser l'économie de recyclage, en obligeant les industriels à prévoir la réutilisation des matériaux de leurs produits en fin de vie. Des incitations doivent être apportées aux comportements vertueux dans ces domaines.

Il est de la même façon nécessaire de favoriser la déconnexion de l'usage et de la propriété, en particulier pour toute une série de biens d'équipements sous-utilisés. C'est notamment l'objet du développement de l'économie de la fonctionnalité.

La politique à l'égard des biens publics

La gratuité est souvent considérée comme un moyen de s'affranchir des lois du marché. C'est faux. Elle a le

redoutable inconvénient d'aboutir le plus souvent à des gaspillages, bien peu compatibles avec une politique écologique, ou à une dévalorisation des biens publics et des services publics qui les gèrent. Elle offre un accès au service finalement moins équitable que la tarification sociale puisque la gratuité s'applique à tous, y compris aux plus riches.

Il est en revanche souhaitable et possible, dans la lignée des réflexions de certains objecteurs de croissance pour une alternative au principe pollueur-payeur, d'encourager le bon usage et de pénaliser le mésusage par une tarification différente entre le nécessaire (avec un prix inférieur au coût de revient) et le superflu (avec un prix supérieur). Il est par exemple absurde de payer au même prix l'eau que l'on boit et celle qui remplit une piscine privée.

Cette différenciation des usages dans la tarification pourra s'appliquer à l'énergie, l'eau, les transports (en sus de la santé et l'éducation). La difficulté réside bien sûr dans la délimitation de ces frontières entre les deux types

d'usages, à la fois subjectives et culturelles, à examiner point par point. Mais ne pas nous engager dans ce travail serait renoncer à conjuguer écologie et solidarité.

*

Sur bien des points, la notion de décroissance soulève des interrogations difficilement contournables en ce XXI^{ème} siècle. Engager le débat, hors des partis pris et des caricatures, peut être une occasion riche et fructueuse de préparer l'alternative à gauche.

Certes, le mot « décroissance » a l'inconvénient de laisser la place à des interprétations régressives ou à des velléités de retour en arrière ; les propositions formulées ont celui d'être parfois ambiguës ou peu opératoires. Il n'en reste pas moins que les questions suscitent des convergences, souhaitables et, en outre, possibles, avec un modèle social-démocrate rénové. Il s'agit là de l'une des clés importantes de la réussite du projet politique de la gauche.

Engager le débat doit permettre de définir ce qui pourrait constituer pour ce siècle un véritable progrès, l'émancipation supposant non seulement une réduction des inégalités mais aussi une prise de conscience de la responsabilité humaine.

Pour en savoir plus

Paul Ariès, *Décroissance ou barbarie*, Golias, 2005.

Denis Bayon, Fabrice Flipo et François Schneider, *La Décroissance. 10 questions pour comprendre et en débattre*, La Découverte, 2010.

Jean-Paul Besset, *Comment ne plus être progressiste... sans devenir réactionnaire*, Fayard, 2005.

Dominique Bourg et Kerry Whiteside, *Vers une démocratie écologique*, Seuil, 2010.

Jean-Paul Fitoussi et Eloi Laurent, *La nouvelle écologie politique : Economie et développement humain*, Seuil, 2008.

Jean Gadrey, *Adieu à la croissance*, Alternatives économiques-Les petits matins, 2010.

Nicholas Georgescu-Roegen, Jacques Grinevald et Ivo Rens, *La décroissance : entropie, écologie, économie*, Ellébore, 2006.

Michel et Florent Griffon, *L'homme viable. Du développement au développement durable*, Odile Jacob, 2010.

Ivan Illich, *Œuvres complètes*, tomes 1 et 2, Fayard, 2004 (1974).

Tim Jackson, *Prospérité sans croissance. La transition vers une économie durable*, De Boeck, 2010.

Hans Jonas, *Le principe responsabilité*, Flammarion, 2009.
Stéphane Lavignotte, *La décroissance est-elle souhaitable ?*, Textuel, 2010.
Serge Latouche, *Le pari de la décroissance*, Fayard, 2006.
Yves-Charles Zarka, *Le monde émergent*, Armand Colin, 2010.

La Fondation Jean-Jaurès et les auteurs tiennent à remercier :

Dominique Bourg, philosophe (audition en décembre 2009),
Yves Cochet, député de Paris (audition en mai 2010),
Guillaume Duval, rédacteur en chef d'*Alternatives économiques* (audition en décembre 2009),
Vincent Liégey, porte-parole du Parti pour la décroissance (audition en décembre 2009),
Claude Martinand, ingénieur général des Ponts et chaussées (audition en juillet 2010),
Dominique Méda, philosophe et sociologue (audition en avril 2010),
Patrick Viveret, philosophe et essayiste (audition en mai 2010).

COLLECTION DIRIGEE PAR GILLES FINCHELSTEIN
ET LAURENT COHEN

ISBN : 978-2-36244-018-2

© EDITIONS FONDATION JEAN-JAURES
12 CITE MALESHERBES - 75009 PARIS
www.jean-jaures.org

Réalisation : REFLETSGRAPHICS
Achevé d'imprimer par l'imprimerie TORI

MAI 2011

Christophe Caresche
Géraud Guibert
Diane Szynkier

Le bonheur est-il dans la décroissance ?

Terme provocateur, objet sulfureux, concept et mot d'ordre à la fois, « mot obus » mais aussi obtus, la décroissance est une notion piège et s'y intéresser une prise de risque.

Pourtant, la crise environnementale et économique fait naître des interrogations sur les limites de la croissance et le besoin d'un nouveau projet de société.

Il ne s'agit pas d'être pour ou contre la décroissance ; il ne s'agit pas de dresser un inventaire critique exhaustif de la pensée et des pratiques de ses partisans. Il s'agit de tenir compte du questionnement qu'elle porte et de trouver ainsi une occasion de préparer l'alternative à gauche.

www.jean-jaures.org

ISBN : 978-2-36244-018-2

6 €